

Populisme(s) et démocratie(s) en Asie du Sud-Est

Eugénie MÉRIEAU

En 2016, l'arrivée au pouvoir presque simultanée de Rodrigo Duterte aux Philippines et de Trump aux États-Unis a initié une nouvelle dynamique dans l'étude comparée des populismes. Le masculinisme, le nationalisme, le rejet des droits humains et du langage « politiquement correct » sont autant de caractéristiques directement observables et communes aux deux hommes. Cette comparaison, a priori banale, entre Duterte et Trump, n'en est pas moins pertinente. En effet, le populisme a jusque-là été considéré dans ses spécificités régionales, ses manifestations n'étant comparées qu'au sein d'ensembles culturels relativement homogènes et surtout, qu'entre démocraties sinon consolidées du moins relativement bien établies.

En effet, selon Cas Mudde, « Le populisme est compris comme une forme pathologique, pseudo- et post-démocratique, produite par la corruption des idéaux démocratiques¹ ». Au-delà de la difficulté de définir ce que recouvre la notion de « corruption des idéaux démocratiques », cette définition laisse supposer que l'apparition du populisme ne pourrait être que postérieure à l'avènement de la démocratie. Dès lors, se pose la question de l'effet du populisme sur la démocratie. À cet égard, plusieurs approches s'affrontent tout en convergeant. En effet, l'approche libérale du populisme considère ce dernier comme une menace à la démocratie, les partisans de la « démocratie radicale » le voient comme la forme la plus pure de la démocratie, et les défenseurs d'une « troisième voie » à la fois comme menace et correctif nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie libérale. Un consensus semble donc émerger, *in fine*, sur le fait que le populisme serait tout simplement un phénomène « normal » de toute démocratie².

Si tel est le cas, alors l'essor du populisme pourrait paradoxalement servir d'indicateur de démocratisation. Dès lors, si le populisme ne peut apparaître que dans le cadre démocratique, est-il uniquement présent dans les démocraties consolidées ou peut-il également surgir dans des jeunes démocraties ? Est-il caractéristique des démocraties libérales, ou se rencontre-t-il aussi dans des « régimes hybrides », parfois appelés « démocraties illibérales » qui associent l'organisation d'élections avec un verrouillage des libertés individuelles ?

¹ Pierre-André Taguieff, « Political science confronts populism : from a conceptual mirage to a real problem », *Telos*, n° 103, vol. 1995, p. 9-43, 20 mars 1995.

² Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39, n° 4, p. 541, 28 mars 2014.

Pour répondre à ces questions, il convient de définir ce qu'est le populisme. Mudde et Kaltwasser³ proposent au moins deux définitions. Premièrement, le populisme caractérise un type particulier de mobilisation des masses au service de la conquête du pouvoir – un mouvement multiclassés organisé autour d'un leader charismatique – et, dans l'exercice du pouvoir, un style de leadership fondé sur un lien direct et fort entre le leader et son électorat. Deuxièmement, il s'agit d'un procédé discursif, qui consiste en la création de deux catégories antagonistes, « le peuple » versus « les élites ». Le discours populiste s'érige contre un statu quo, un système de valeurs adossé à des structures de pouvoir⁴. À ces deux définitions correspondent deux approches méthodologiques : l'approche sociologique, qui s'intéresse aux stratégies de mobilisation des masses et aux caractéristiques des leaders et de leurs programmes et l'approche politique, qui examine l'idéologie du populisme dans sa dimension conceptuelle, à travers les catégories qu'elle produit. Une troisième approche, institutionnelle, considère les facteurs structurels d'émergence du populisme.

Au-delà des analyses normatives du populisme, il s'agira ici plutôt d'adopter l'approche empirique de Kaltwasser visant à démontrer « dans quelle mesure le populisme représente une menace ou un correctif à la démocratie dans des cas concrets⁵ ».

Les études empiriques sur le populisme se sont jusqu'à aujourd'hui principalement intéressées à l'Amérique latine, aux États-Unis et à l'Europe⁶. Pour l'Asie du Sud-Est, le concept de populisme a été mobilisé dans le cadre des Philippines, de l'Indonésie et de la Thaïlande, les trois pays ayant la plus riche expérience de démocratie pluraliste. Historiquement, le mot a d'abord été utilisé pour analyser la montée au pouvoir de Joseph Estrada aux Philippines et Thaksin Shinawatra en Thaïlande à la fin des années 1990, puis, plus récemment, s'est trouvé appliqué au candidat malheureux à la présidence de l'Indonésie en 2014, Prabowo Subianto, et enfin, à Rodrigo Duterte aux Philippines, à partir de 2015.

La question posée est dès lors : le populisme des « jeunes démocraties », « démocraties illibérales » ou « hybrides » d'Asie du Sud-Est sert-il de correctif ou de menace aux processus de démocratisation ? La question des rapports entre populisme et démocratie en Asie du Sud-Est sera abordée à partir de l'étude comparée de la Thaïlande et des Philippines. Les récits biographiques des grands leaders populistes de la région, permettront une analyse des populismes de la région dans leur diversité.

1 – Le populisme face au « paradoxe de la démocratie »

L'émergence des populismes asiatiques, parmi lesquels le populisme sud-est asiatique, est généralement analysée dans son rapport à la crise financière asiatique de 1997⁷. Au sortir de la

³ Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser, 2012, « Populism and (liberal) democracy : a framework », in Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser (dir.), *Populism in Europe and the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 3-7.

⁴ Francisco Panizza (dir.), 2005, *Populism and the mirror of democracy*, Londres, New York, Verso Books, p. 3-4.

⁵ Cristóbal Rovira Kaltwasser, « The ambivalence of populism : threat and corrective for democracy », *Democratization*, vol. 19, n° 2, avril 2012, p. 195.

⁶ Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell, 2008, « Conclusion : populism and twenty-first century western European democracy », in Daniele Albertazzi et Duncan McDonnell (dir.), *Twenty-first century populism. The Spectre of Western democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 217-223.

⁷ Kosuke Mizuno et Pasuk Phongpaichit (dir.), 2009, *Populism in Asia*, Singapour-Kyoto, NUS Press-Kyoto University Press.

crise furent élus Joseph Estrada aux Philippines (1998), Chen Shui-bian à Taïwan (2000), Jun'ichiro Koizumi au Japon (2001), Thaksin Shinawatra en Thaïlande (2001), et Roo Moo-hyun en Corée du Sud (2003). Le populisme apparaît ici comme un indicateur de démocratie : de fait, en Asie du Sud-Est, seules la Thaïlande et les Philippines s'étaient engagées dans un processus de « transition démocratique » – l'Indonésie ne suivit qu'à partir de 1998.

L'Asie du Sud-Est appartient à la troisième vague de démocratisation identifiée par le politiste Samuel Huntington, qui s'amorce par la révolution des Œillets au Portugal⁸. Dans les années 1990, des manifestations populaires renversèrent les dictateurs Ferdinand Marcos aux Philippines (1986), Suchinda Krapayoon en Thaïlande (1992) et Suharto en Indonésie (1998)⁹. Dans ces trois États, la chute des leaders autoritaires se produisit conformément aux prédictions de la théorie de la modernisation – selon laquelle le développement économique crée une large classe moyenne éduquée, avide de réformes démocratiques et d'élections. Dans ce contexte, Huntington met en garde contre le « paradoxe de la démocratie¹⁰ » : à l'issue des élections dans de jeunes démocraties, des leaders populistes mettent en place des gouvernements autoritaires, et alors, paradoxalement, participent à l'érosion du processus démocratique dont ils sont issus. De la même manière, les classes moyennes, piliers des démocraties consolidées, peuvent se révéler, dans les jeunes démocraties, des « démocrates » contingents – notamment en Asie du Sud-Est¹¹.

En effet, ces dernières furent des partisans actifs de Thaksin et d'Estrada, avant de les désavouer l'un après l'autre (Estrada, 2001 ; Thaksin, 2005). Les classes moyennes thaïlandaises et philippines appuyèrent des coups d'État militaro-judiciaires à l'encontre de leurs leaders, fragilisant des processus démocratiques encore chancelants. Aujourd'hui, si les classes moyennes soutiennent encore Duterte, ce soutien est loin d'être inconditionnellement acquis. Les Philippines suivront-elles alors la voie thaïlandaise d'une régression autoritaire comme réponse au populisme ? Les deux pays connaissent une politisation de l'armée et du judiciaire, bien que l'interventionnisme à la fois militaire et judiciaire ait été plus effectif en Thaïlande qu'aux Philippines où il est largement demeuré à l'état de menace.

2 – Le populisme, menace et correctif des jeunes démocraties

L'étude des populismes sud-est asiatiques fait apparaître deux caractéristiques communes, qui leur permettent de mobiliser tout à la fois les masses rurales et urbaines paupérisées, les classes moyennes et une partie de l'élite financière : un populisme pénal, de lutte contre la drogue et la criminalité et un populisme économique « dual » alliant la lutte contre la pauvreté à des réformes néolibérales. Le premier menace la démocratie dans les fondements de son État de droit, quand le second unit des classes antagonistes en donnant satisfaction à chacune.

2.1 – Du populisme pénal : la guerre contre la drogue

« La guerre contre la drogue » constitue l'un des programmes politiques les plus caractéristiques du populisme sud-est asiatique. La drogue est, en effet, considérée par les

⁸ Samuel Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, printemps 1991, p. 13.

⁹ Samuel Huntington avait identifié la « révolution du peuple » de 1986 aux Philippines comme le point de départ de la troisième vague en Asie. Voir aussi Amitav Acharya, « Southeast Asia's democratic moment », *Asian Survey*, vol. 39, n° 3, mai-juin 1999, p. 418-432.

¹⁰ Samuel Huntington, « The clash of civilizations ? », *Foreign Affairs*, été 1993, p. 23-49.

¹¹ Aim Sinpeng et Aries Aruguay, 2015, « The middle class and democracy in Southeast Asia », in William Case, *Routledge handbook of Southeast Asian democratization*, Londres, Routledge, p. 102-116.

populations d'Asie du Sud-Est comme l'une des plus grandes menaces à l'ordre social. Dès lors, la lutte contre cette dernière est éminemment populaire¹².

Au sortir de la crise financière, Joseph Estrada et Thaksin Shinawatra érigèrent l'éradication de la drogue, en particulier des métamphétamines (*shabu* aux Philippines, *yaa baa* en Thaïlande) au rang de priorité dans leurs programmes de campagne. Joseph Estrada déclara le *shabu* « ennemi public numéro 1 » et promit de débarrasser le pays des trafiquants de drogue en l'espace de six mois, en mettant sur pied de spectaculaires opérations de police¹³. La première « guerre contre la drogue » fut mise en œuvre par Thaksin, en 2003. En trois mois, plus de 2 500 personnes perdirent la vie dans des exécutions extrajudiciaires¹⁴. Les sondages révélèrent la grande popularité de cette campagne¹⁵. Lors de sa réélection en 2005, fort du bilan de sa politique contre la drogue, Thaksin obtenait 75 % des sièges à l'Assemblée.

Cette grande popularité acquise par la politique de « guerre contre la drogue » inspira les voisins. Aux Philippines, Rodrigo Duterte, avant même d'annoncer sa candidature pour l'élection présidentielle de mai 2016, faisait déjà savoir son intention d'éliminer le crime en tuant les trafiquants de drogue, promesse qu'il tint dès les jours qui suivirent son élection. Si, comme en Thaïlande, les exécutions extrajudiciaires ne sont pas officiellement autorisées, elles sont largement tolérées et encouragées. Preuve en est qu'entre le 1^{er} juillet 2016 et le 31 juillet 2017, on compterait aux Philippines plus de 7 000 exécutions extrajudiciaires¹⁶.

En Indonésie, à peine quelques mois après la victoire de Duterte, plusieurs hauts fonctionnaires ont exhorté leurs officiers à adopter les méthodes de guerre contre la drogue du président philippin. En septembre, l'un d'entre eux déclarait : « La vie d'un dealer [de drogue] n'a aucune importance¹⁷ ». Le président Joko Widodo lui-même a, dans une circulaire, donné l'injonction à la police de tirer sur les trafiquants de drogue qui résistent pendant l'arrestation : « Aucune pitié !¹⁸ ».

À cet égard, des similitudes frappantes peuvent être relevées dans les biographies des trois hommes : Joseph Estrada, acteur, Rodrigo Duterte, avocat, et Thaksin Shinawatra, entrepreneur, ont tous trois une image de « flic » : le premier par ses rôles au cinéma de « policier brut au bon cœur », le second par son activité de maire et sa lutte contre la criminalité dans sa ville Davao, et le troisième par sa véritable carrière de policier et son doctorat de criminologie.

2.2 – Du populisme « dual » : programmes de lutte contre la pauvreté et néolibéralisme

¹² Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, *The Death penalty for drug crimes in Asia*, FIDH, octobre 2015.

¹³ Rachel Reyes, « Past wars on drugs all failed. Will Duterte succeed ? », *Manila Times*, 29 août 2016.

¹⁴ Voir Human Rights Watch, *Thailand, not enough graves : the war on drugs, HIV/AIDS, and violations of human rights*, 8 juillet 2004.

¹⁵ King Prajadhipok's Institute, 2012, *Assessing public trust in various institutions and satisfaction with public services 2002-2010*, Nonthaburi. Voir Eugénie Mérieau, 2016, « Anti-election discourses. On populism and vote-buying in Thailand », in Eugénie Mérieau (dir.), *The Politics of (no) elections in Thailand*, Bangkok, White Lotus. Thaksin reçut également les louanges du roi Bhumipol Adulyadej pour son action contre la drogue.

¹⁶ Voir : (<https://www.rappler.com/newsbreak/iq/145814-numbers-statistics-philippines-war-drugs>).

¹⁷ Budi Waseso, le chef du Bureau de suppression des narcotiques, en septembre 2016.

¹⁸ Vincent Bevins, « Indonesia taking cues from the Philippines as it steps up its own drug war », *The Washington Post*, 4 août 2017.

La deuxième caractéristique des populismes d'Asie du Sud-Est concerne la lutte contre la pauvreté. Si Joseph Estrada et Thaksin Shinawatra sont issues de familles aisées, ils se présentèrent tous deux comme les héros des pauvres. Ils firent de la lutte contre la pauvreté leur priorité, tout en adoptant des programmes économiques néolibéraux – une économie dite « dual-track ». Cette contradiction apparente laisse en réalité apparaître une grande cohérence, et rapproche les populistes néolibéraux Joseph Estrada et Thaksin Shinawatra de certains de leurs homologues latino-américains conservateurs comme Fujimori au Pérou.

En réalité, le bilan des politiques d'éradication de la pauvreté d'Estrada est très mitigé. Outre le lancement d'une vaste réforme agraire, ses initiatives en ce domaine furent vite avortées : le Centre d'action présidentielle, ouvert pour distribuer des vivres depuis le palais présidentiel, ferma lorsqu'une cohue provoqua deux morts, et le programme d'aide aux « cent familles les plus pauvres dans les cent villes les plus pauvres » ne bénéficia pas à plus de 100 000 personnes. Les politiques de Thaksin furent bien plus efficaces que celles d'Estrada : la Sécurité sociale pour tous, l'accès au microcrédit pour les plus pauvres, une revalorisation des produits locaux, des bourses d'études à destination des étudiants des provinces et un moratoire sur les dettes des paysans, eurent pour effet une spectaculaire réduction de la pauvreté¹⁹.

Les deux hommes peuvent être définis comme des populistes « néolibéraux ». Contrairement au populisme dit « classique », tous deux adoptèrent une posture favorable à l'investissement étranger et aux privatisations. Outre une dérégulation du secteur financier, Thaksin favorisa l'investissement étranger par diverses mesures, notamment en abaissant les limites de participation étrangère dans certains secteurs, comme les télécommunications²⁰. Estrada, quant à lui, échoua à réformer la Constitution pour favoriser l'investissement étranger : sa proposition de revoir les dispositions interdisant aux étrangers de posséder des terres aux Philippines et limitant la participation étrangère dans les entreprises à 40 %, se heurta à de grandes manifestations. Comme ses prédécesseurs, le programme de Rodrigo Duterte en dix points de lutte contre la pauvreté est « dual ». Avec l'amélioration du système d'allocations conditionnelles aux pauvres, un programme de larges investissements publics mais aussi la réduction du nombre de fonctionnaires²¹, il a obtenu le soutien du Fonds monétaire international²².

Ainsi, les populismes sud-est asiatiques posent à la fois une menace à la démocratie et offrent un correctif à cette dernière en proposant des politiques adaptées à des franges marginalisées de la population tout en répondant aux attentes des classes moyennes et des milieux d'affaires. De manière moins ambivalente, les réactions élitaires face au populisme ont constitué, en Asie du Sud-Est, une menace certaine à la démocratie.

3 – Les réactions élitaires face au populisme : la tentation autoritaire

En Thaïlande et aux Philippines, un coup d'État militaro-judiciaire²³ soutenu par la classe moyenne urbaine mit fin aux expériences des populismes de Thaksin et d'Estrada. Dans les deux pays, la légitimité de ces coups d'État fut construite sur le fondement d'un discours élitair

¹⁹ « Thaksin's way », *The Economist*, 3 février 2005.

²⁰ La loi sur les télécommunications de 2001 abaisse la limite des participations étrangères de 49 % à 26 %.

²¹ Yasmin Carino et Bianca Suarez, « Deconstructing Duterte's 10 point socio-economic agenda », *the Lassallian*, 26 juillet 2016.

²² « IMF backs PRRD's poverty-reduction agenda », *Manila Bulletin*, 13 octobre 2016.

²³ Cf. *infra*, biographies de Thaksin et d'Estrada.

dé légitimant les élections et condamnant moralement la vulgarité des leaders choisis. Ce discours fut mobilisé pour former des coalitions d'élites dont les actions coordonnées, en fragilisant la démocratie, contribuèrent à nourrir les populismes qu'il dénonçait.

3.1 – Le discours sur le populisme : achat de voix et clientélisme

Les discours des élites sur les élections aux Philippines et en Thaïlande se caractérisent par une critique des élections en tant que mascarade manipulée par des hommes politiques engagés dans l'achat de votes²⁴. En Thaïlande, un discours répandu chez les élites et les classes moyennes urbaines met l'accent sur l'« ignorance » des électeurs ruraux : ils ne seraient pas assez éduqués pour voter en fonction du bien commun ; au contraire, ils vendraient égoïstement leurs votes aux plus offrants et plus intimidants, le tout dans le cadre de rapports de clientélisme. Dès lors, les hommes qu'ils élisent ne peuvent être que des « parrains » (*chaophu*) : mi-criminels, mi-patrons.

Un discours symétrique se retrouve aux Philippines. Les élites considèrent que les pauvres ne peuvent pas comprendre ce qui relève du bien commun. Au contraire, ils utilisent leurs votes pour « leurs propres intérêts », et élisent en conséquence des « hommes politiques méprisables », appelés *trapos* (« vieilles guenilles »)²⁵. Ce « conte des deux démocraties²⁵ », selon lequel les choix électoraux de la majorité de la population sont ensuite méprisés par l'élite, puis, par la classe moyenne, entraîne l'essor d'un discours élitair antipopuliste.

Comme le rappellent Pasuk Phongpaichit et Kosuke Mizuno : « L'apparence du terme “populisme” en Asie au cours de la décennie passée est autant un événement politique qu'un événement académique, et ces deux aspects sont difficilement séparables²⁶ ». En Thaïlande, le discours académique sur le populisme a été l'un des moyens de mobilisation interclasses (élites et classes moyennes) contre Thaksin²⁷. De la même manière, aux Philippines, Joseph Estrada a fait l'objet du mépris de la frange intellectuelle, le qualifiant de vulgaire, populiste et de « parrain²⁸ ».

3.2 – La réaction des élites traditionnelles et libérales

Aux Philippines comme en Thaïlande, les populistes se trouvent face à deux types d'élites politiques : les élites « technocratiques » ou nouvelles élites, et les élites traditionnelles – l'armée, mais aussi l'Église (aux Philippines) et la monarchie et la bureaucratie (en Thaïlande). Les populismes d'Estrada et de Thaksin ont grandi et se sont renforcés au contact d'attaques coordonnées de la part de coalitions d'élites traditionnelles et technocratiques. Tous deux furent victimes d'actions de l'armée et de la Cour suprême ou constitutionnelle (voir *supra*) soutenus par la majorité des ONG, les classes moyennes urbaines, et, dans le cas d'Estrada, l'Église, dans celui de Thaksin, l'entourage de la monarchie et la bureaucratie²⁹. Selon Mark Thompson, « Sous couvert de corruption, aussi bien Estrada aux Philippines que Thaksin en Thaïlande ont

²⁴ Mark Thompson, « The moral economy of electoralism and the rise of populism in the Philippines and Thailand », *Journal of Developing Societies*, vol. 32, n° 3, p. 246, 1^{er} septembre 2016.

²⁵ Anek Laothamatas, 1996, « A tale of two democracies : conflicting perceptions of elections and democracy in Thailand », in R. H. Taylor (dir.), *The Politics of elections in Southeast Asia*, Cambridge University Press.

²⁶ Kosuke Mizuno et Pasuk Phongpaichit, *op. cit.*, p. 4.

²⁷ Eugénie Mériéau, 2016, « Anti-election discourses : on vote-buying and populism », in Eugénie Mériéau (dir.), *op. cit.*

²⁸ En 2000, il était décrit ainsi : « Estrada continue de se voir dans le rôle de Marlon Brando dans *Le Parrain*, s'occupant bien de ses amis et faisant à ses amis des offres qu'ils ne peuvent refuser », *Time Asia*, 29 mai 2000.

²⁹ Voir Mark Thompson, *op. cit.*, p. 246-269.

été renversés en dépit du fait qu'ils conservaient un important soutien de la part des électeurs les moins favorisés [...] » et d'ajouter que « le plus grand crime de Thaksin a été de menacer directement la vision élitiste de la démocratie prévalente en Thaïlande », une phrase que l'on pourrait également appliquer à Estrada³⁰.

À la différence de Thaksin et du cas thaïlandais, et comme le fait remarquer William Case, « la mobilisation populiste d'Estrada aux Philippines ne fut jamais suffisamment menaçante pour que les élites traditionnelles décident de se débarrasser de la démocratie dans son ensemble³¹ ». Le cas sud-est asiatique montre que, dans les démocraties non consolidées, le populisme peut favoriser une réaction autoritaire des élites traditionnelles, et ainsi constituer, indirectement, une menace pour la démocratie.

4 – Portraits et trajectoires de leaders populaires : populistes ou antipopulistes ?

Les courts portraits qui suivent permettent de dépasser l'opposition binaire entre populisme et non-populisme. En effet, dès lors qu'un leader est considéré comme charismatique, une suspicion existe sur son caractère ou ses attributs populistes supposés, surtout s'il est un outsider et qu'il jouit de cette position pour dénoncer les élites directement, grâce aux media de masse et sans l'intermédiaire d'organisations politiques traditionnelles. Beaucoup de leaders sud-est asiatiques ont ainsi pu être considérés comme populistes. Le populiste dont l'héritage est à la fois le plus durable et le plus robuste est incarné par Thaksin Shinawatra, dont les soutiens en Thaïlande, les Chemises rouges³², sont mobilisables à l'envi, et se sont rassemblés avec succès lors de l'élection de 2011 en faveur de sa sœur cadette, Yingluck Shinawatra. Pourtant, Thaksin n'a épousé le populisme que « par accident ».

4.1 – Thaksin Shinawatra : le populiste « par accident »

Thaksin Shinawatra est un populiste « par accident ». En effet, au sortir de la crise financière asiatique en 1998, lorsqu'il forme son parti le Thai Rak Thai, « Les Thaïs aiment les Thaïs », il se présente comme l'homme providentiel dont les élites financières ont besoin pour redresser l'économie et assainir le secteur financier. Durant sa campagne électorale, il se distingua de ses opposants par sa rhétorique « anti-FMI ». En 2001, grâce à la prime majoritaire du mode de scrutin, il remporta, avec 41 % des voix, une majorité absolue à la Chambre basse (248 sièges sur 500), et en 2005, avec 56 %, les trois quarts des sièges. Il n'avait alors pas encore adopté de style particulièrement populiste, et semblait vouloir non pas s'opposer à l'élite traditionnelle mais s'y fondre.

La première fois qu'il mobilisa ses partisans – les futures Chemises rouges – ce fut à l'occasion du procès qui lui était intenté devant la Cour constitutionnelle pour fausse déclaration de patrimoine³³. Ainsi, cette première mobilisation « populiste » – des masses contre la Cour constitutionnelle – fut davantage une réaction épidermique qu'une stratégie mûrement réfléchie. S'ensuivirent la guerre contre la drogue en 2003, puis les affaires de Tak Bai et de

³⁰ Voir Mark Thompson, *op. cit.*, p. 256.

³¹ William Case, *op. cit.*, p. 50.

³² Eugénie Mérieau, 2013, *Les Chemises rouges de Thaïlande*, Bangkok, Carnet de l'Irasec, n° 23.

³³ Voir Eugénie Mérieau, 2016, « Anti-election discourses : on vote-buying and populism », in Eugénie Mérieau (dir.), *op. cit.*.

Krue Se en 2004³⁴, et la tentative d'achats de grands groupes de presse, qui lui valurent des critiques des défenseurs des droits humains, des intellectuels et des libéraux, ainsi que de la communauté internationale.

C'est seulement à partir de la fin de son premier mandat, lorsqu'il commença à perdre une partie du soutien des classes moyennes et à subir des menaces de la part des élites, qu'il choisit de mobiliser les masses, ce qui lui aliéna encore davantage les classes moyennes. Sa chute fut alors spectaculaire : en 2005, accusé de corruption, il fit face à des manifestations massives et choisit de dissoudre l'Assemblée pour appeler à des élections anticipées. Organisées le 2 avril 2006, elles furent boycottées par l'opposition. La Cour constitutionnelle invalida les élections, et un scrutin fut prévu pour octobre 2006. Ce dernier n'eut jamais lieu : Thaksin fut renversé par un coup d'État le 19 septembre 2006 alors qu'il se trouvait à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Quelques mois plus tard, le tribunal constitutionnel prononça la dissolution de son parti et déclara son inéligibilité pour 5 ans. Il fut condamné en 2008 à deux ans de prison par contumace et s'exila à Dubai. En 2017, sa popularité continue de structurer la politique thaïlandaise, et plusieurs membres de sa famille furent élus Premiers ministres : Somchai Wongsawat, son beau-frère, en 2008, et Yingluck Shinawatra, sa sœur cadette, en 2011.

4.2 – Joseph Estrada, le populiste superstar

En 1967, alors qu'il était déjà l'une des stars du cinéma philippin les plus adulées, Joseph Estrada se présenta comme candidat aux élections municipales dans un district de Manille. Surnommé « Erap » (de *pare*, « pote »), il joua de son image d'homme fort et viril, de rebelle justicier dans sa campagne électorale de candidat indépendant³⁵. En dépit du fait qu'il avait servi sous le régime de Ferdinand Marcos, Estrada parvint à se faire élire sénateur en 1987, puis vice-président en 1992, où, en tant que président de la Commission contre le crime, il renforça son image de « dur à cuire ». Pour l'élection présidentielle de 1998, il créa son propre parti, le Parti de lutte des masses philippines, avec pour slogan de campagne *Erap para sa mahirap*, « Erap pour les pauvres ». En 1998, il fut élu président avec 40 % des voix, la plus large victoire électorale jamais obtenue dans le pays. Tout au long de son mandat, sa cote de popularité demeura très élevée – bien qu'il perdît progressivement le soutien des classes moyennes et d'une partie des pauvres. À l'instar de Thaksin, il semblait davantage vouloir rejoindre l'oligarchie que la dénoncer.

En 2000, il fut accusé de corruption et l'année suivante, la chambre basse déclencha une procédure d'*impeachment* pour corruption : alors que la manœuvre était en passe d'échouer au Sénat, l'armée annonça – dans ce que certains commentateurs ont considéré comme un coup d'État – ne plus le soutenir. La Cour suprême déclara alors Gloria Macapagal-Arroyo présidente, sous les applaudissements des manifestants réunis à Manille. Estrada fut arrêté et placé en détention provisoire. Les manifestations de ses partisans furent dispersées dans la violence.

³⁴ Il s'agit de deux événements au cours desquels Thaksin a été mis en cause par les défenseurs des droits humains dans le cadre de la lutte contre l'insurrection séparatiste dans les trois provinces de l'Extrême-Sud du pays. Voir Crisis International Group, *Southern Thailand : insurgency, not Jihad*, Asia Report, n° 98, 18 mai 2005.

³⁵ Eva Lotte Hedman, « The spectre of populism in Philippine politics and society : artista, masa, Eruption ! », *Southeast Asia Research*, vol. 9, n° 1, mars 2001, p. 5-44.

Durant sa détention, il réussit à faire élire son épouse ainsi que son fils au Sénat. Après avoir été condamné à la réclusion à vie puis gracié par la Présidente en 2007, il fut élu maire de Manille en 2013, affirmant vouloir « dédier les derniers jours de sa vie à améliorer la condition des plus pauvres ³⁶ ». En 2017, il donna sa bénédiction à la « guerre contre la drogue » de Rodrigo Duterte³⁷.

4.3 – Rodrigo Duterte : le populiste du sérail

Diplômé en science politique et en droit, issu d'une famille largement investie dans la sphère politique locale, ancien maire de Davao pendant 28 ans, une position héritée de son père et aujourd'hui occupée par sa fille, Rodrigo Duterte n'a rien d'un « outsider ». Dans le cadre de son mandat local, Duterte a mis en œuvre une guerre contre la drogue dans sa ville de Davao, dont les résultats furent largement acclamés par la population philippine. Reprenant l'image de « shérif » de son prédécesseur Joseph Estrada, il a obtenu 39 % des voix à l'élection du 9 mai 2016, une très large victoire. Durant la campagne, il s'est distingué de ses adversaires par un discours axé sur le changement et la dénonciation de l'establishment et notamment, les États-Unis, l'Église catholique et l'oligarchie financière. À l'instar de Thaksin, il fit l'intenable promesse de résoudre le problème de la congestion automobile dans la capitale, et de rétablir l'ordre en redonnant le pouvoir au peuple. En dépit de ses appels au changement, Rodrigo Duterte s'inscrit dans la continuité des leaders autoritaires qui l'ont précédé, et notamment le dictateur Ferdinand Marcos, pour lequel il a organisé des funérailles nationales très controversées. Si son programme et son style de langage sont populistes, ses propositions de révision constitutionnelle ne laissent pas présager une tendance à l'autoritarisme : il souhaite une réforme constitutionnelle visant à établir un système parlementaire dans un État fédéral.

4.4 – Joko Widodo : l'aspirant populiste aux bonnes manières

Jokowi est un outsider de la politique. D'origine modeste, il est d'abord élu maire de Solo en 2005, puis réélu en 2010 avec le score exceptionnel de 90 %. Dès son élection au poste de gouverneur de Jakarta en 2012, il se distingue par son style direct et sa propension à être sur le terrain, au cœur des communautés affectées, mais également dans les administrations, au cours de « visites surprises », le tout suivi par les caméras de télévision. En 2014, il est élu président d'Indonésie face à Prabowo Subianto plus « populiste » dans le style – ancien militaire dénonciateur de la corruption des élites et promoteur de politiques économiques nationalistes. Jokowi peut, quant à lui, difficilement être considéré comme populiste eu égard à ses bonnes manières, son langage politiquement correct, son attachement aux droits humains et au constitutionnalisme libéral. En dépit de ses méthodes musclées dans la guerre contre la drogue, il est décrit comme « l'humble ennemi de personne³⁸ ». « Bien sûr, je n'ai aucun sentiment anti-riches³⁹ », déclarait-il durant la campagne. Bien qu'ayant adopté un programme de santé et d'éducation pour les pauvres, Widodo a aboli les subventions au prix du pétrole, pourtant populaires dans le pays : en réalité, Widodo est un pragmatique qui aspire à être populaire et non populiste.

³⁶ William Case, 2007, *Populist threats and democracy's fate in Southeast Asia, Thailand, the Philippines, and Indonesia*, Londres, Routledge, p. 49.

³⁷ « Estrada : Let's support Duterte in war on drugs », *The Inquirer*, 20 décembre 2016.

³⁸ William Case, *op. cit.*, p. 55.

³⁹ Marcus Mietzner, 2015, *Reinventing Asian populism : Jokowi's rise, democracy, and political contestation in Indonesia*, Policy Studies, n° 72, Honolulu, East-West Center, p. 26.

Alors, tous populistes ?

S'il est en Asie du Sud-Est un modèle de leader charismatique « technocratique », il s'agit de Lee Kuan Yew, l'« antipopuliste » convaincu. Et pourtant, n'a-t-il pas lui aussi engagé son gouvernement dans un populisme pénal et socioéconomique « dual », dont l'héritage perdure jusqu'à aujourd'hui ? En Malaisie, Mahathir Mohamad et Najib Razak ont également pu être décrits comme des populistes autoritaires⁴⁰, tout comme Hun Sen, au Cambodge⁴¹. En Birmanie, la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, fille du père de l'indépendance birmane, le général Aung San, cède-t-elle au populisme lorsqu'elle se tait face au massacre des Rohingya, massacre soutenu par la majorité de la population ? En Thaïlande, Prayuth Chan-Ocha se rapproche, en termes de langage, de Rodrigo Duterte (Prayuth a, par exemple, déclaré que « les filles jolies devaient s'abstenir de porter des bikinis afin d'éviter les viols »). Tous les régimes ne sont-ils pas dans une certaine mesure « populistes », de la monarchie absolue du Brunei au régime hybride de Birmanie en passant par la dictature militaire thaïlandaise ?

L'Asie du Sud-Est, dans son extrême diversité, agit souvent comme un test négatif des hypothèses générées à partir d'autres cas d'études. En ce qui concerne les rapports entre populisme et démocratie, il semble que la région tienne sa promesse. Les cas étudiés ont ainsi montré que le populisme constituait bien une menace pour la démocratie, mais davantage par la réaction qu'il peut provoquer chez les élites traditionnelles menacées que par son action directe sur le régime. Les deux grands cas historiques de populisme en Asie du Sud-Est se sont soldés par une intervention coordonnée de l'armée et de la Cour suprême ou constitutionnelle, institutions incarnant l'autoritarisme d'une part, le constitutionnalisme libéral d'autre part. Finalement, l'alternative au populisme est-il, dans les jeunes démocraties, le retour à un régime autoritaire ? Le cas de la présidence Duterte sera à cet égard riche d'enseignements.

⁴⁰ Khoo Boo Teik, 2009, « The ends of populism : Mahathir's departure and Thaksin's overthrow », in Kosuke Mizuno et Pasuk Phongpaichit (dir.), *op. cit.*, p. 127-144 ; Anne Munro-Kua, 1996, *Authoritarian populism in Malaysia*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

⁴¹ Atsushi Tomiyama, « Hun Sen melds strongman with populist to stay on top », *Nikkei Asian Review*, 16 avril 2016.

Perles de langage populiste : Estrada, Duterte, Thaksin

La meilleure définition du langage populiste est peut-être une métaphore⁴²: le populiste est l'invité ivre-mort de votre dîner, qui arrive en retard, se conduit mal, boit trop, embarrasse tout le monde et finit par flirter avec les épouses des autres convives – des « mauvaises manières » anti-libérales, en somme, qui ont le mérite de ne pas pêcher par hypocrisie – dès lors, elles peuvent être perçues comme une forme bienvenue d'authenticité.

Pendant la campagne présidentielle en 2015, Duterte s'est vanté d'utiliser du Viagra, a appelé le pape un « fils de pute », a plaisanté qu'en tant que maire il aurait dû « se servir le premier » dans un viol collectif ayant débouché sur la mort de la victime ; il s'est adressé directement aux dealers de drogue en leur disant « si je dois vous tuer, je vous tuerai, personnellement », en ajoutant que « les poissons de la baie de Manille seront obèses parce que j'y jetterai les corps [des trafiquants]⁴³ ». Une fois élu, Duterte a dit à Barack Obama « d'aller en enfer », il a aussi déclaré « je vous emmerde » à l'Union européenne et s'est lui-même comparé à Hitler⁴⁴. « Je m'en fiche complètement des droits de l'homme, soyez-en sûrs⁴⁵ ! ».

Thaksin est également bien connu pour ses saillies politiquement incorrectes. Thaksin, critiqué pour sa guerre contre la drogue, avait, par exemple déclaré, en 2003 : « L'ONU n'est pas mon père ». Il avait également pris pour habitude d'insulter des groupes entiers de la population. Ainsi les intellectuels : « Qu'est-ce que les intellectuels connaissent à la vie ? Ils passent leur temps à la bibliothèque », ou encore, les membres de la société civile : « Les ONG ? Elles font du business à partir de la pauvreté ». S'adressant en 2005 aux députés de l'opposition qui lui reprochaient l'impossibilité de déposer une motion de censure contre le gouvernement : « Je vous prête certains de mes députés si vous voulez, pour que vous puissiez déposer une motion de censure ».

Joseph Estrada adoptait également le style masculiniste. Adeptes de l'alcool, des paris, et des plaisirs de la chair, il ne cessait de se vanter d'avoir eu 12 enfants hors mariage, en plus des trois qu'il a eus avec sa femme, Luisa. Marchant avec difficultés, il aimait à dire : « Ne vous inquiétez pas, au-dessus du genou, ça fonctionne à merveille ». Prenant acte du fait qu'« avec 2,3 % de croissance de population, les Philippines resteront toujours pauvres », il proposait la solution suivante : « Les gars, contrôlez donc vos appétits sexuels ! ».

⁴² Voir Benjamin Arditi, 2005, « Populism as an internal periphery of democratic politics », in Francisco Panizza (dir.), *op. cit.*, p. 72–98.

⁴³ Human Rights Watch, *License to kill, Philippine's police killings in Duterte's war on drugs*, mars 2017.

⁴⁴ Anna Szilagyi et Mark Thompson, « Oct 21 “Digong” and “the Donald” : the indiscreet charm of informality in politics », *Talk Decoded*, 12 octobre 2016.

⁴⁵ Human Rights Watch, mars 2017, *op. cit.*